



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 3486

Texte de la question

PLAN D'URGENCE POUR L'EMPLOI

**M. le président.** La parole est à M. Gérard Cherpion, pour le groupe Les Républicains.

**M. Gérard Cherpion.** Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, François Hollande a profité de ses vœux aux Français pour annoncer un plan d'urgence en faveur de l'emploi. Après bientôt quatre années au pouvoir, après avoir cumulé tant d'erreurs, promulgué tant de lois inutiles, voire néfastes, qui devaient pourtant tout changer, votre communication politique bat son plein.

Que peut changer un tel plan pour les demandeurs d'emploi, les apprentis, les chefs d'entreprise ? Rien selon les économistes, rien selon les partenaires sociaux, et rien pour une majorité de Français lassés des promesses sans lendemain. Allez-vous toucher au contrat de travail ? Non. Allez-vous toucher au temps de travail ? Non, vous l'avez dit.

Alors que nos partenaires européens ont repris le chemin de la croissance avec des baisses spectaculaires du taux de chômage, la France reste engluée dans un chômage de masse qui ne cesse d'augmenter en dépit de tous les indicateurs mondiaux positifs : plus d'un million de demandeurs d'emploi supplémentaires depuis 2012.

Même votre ministre du travail n'y croit pas. Elle a ainsi annoncé que le chômage ne baisserait pas en 2016, avant de se faire taper sur les doigts et d'être dans l'obligation de se contredire trois jours plus tard, ce matin même.

Les Français le savent, le plan de formation annoncé par François Hollande est un moyen de faire baisser artificiellement le nombre de demandeurs d'emploi dans notre pays car, oui, lorsque l'État finance à coups de déficits publics des formations, des personnes sortent des compteurs de Pôle emploi, et vous faites baisser artificiellement la courbe du chômage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

**Plusieurs députés du groupe Les Républicains.** Eh oui !

**M. Bernard Accoyer.** Ce n'est pas honnête !

**M. Gérard Cherpion.** Ce n'est pas une réponse au problème de l'emploi dans notre pays. Au lieu de cumuler séminaires et réunions, dites ce que vous allez faire. Cessez de mentir aux Français, sortez de votre communication politique à outrance, et entrez enfin dans l'action.

Quelles formations, quel coût, quel financement – la dette ou les régions – pour qui, quels emplois au bout du chemin ? Quelles mesures prendrez-vous enfin pour créer de l'emploi dans notre pays ? Les Français sont en droit de savoir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

**Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.** Je ne me contredis absolument pas, monsieur le député. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. Michel Herbillon.** Personne ne vous croit !

**Mme Myriam El Khomri, ministre.** J'ai expliqué qu'en 2015, il y avait eu près de 40 000 créations nettes d'emploi dans notre pays, qu'après de nombreuses années de destruction d'emplois, il fallait bien sûr accueillir favorablement, mais que cela n'a pas été suffisant au regard de notre croissance démographique.

Cette mobilisation pour l'emploi a un double objectif : soutenir la création d'emplois par un soutien à l'embauche et former les demandeurs d'emploi qui ne sont pas qualifiés ou qui le sont peu. Près de 2 millions de demandeurs d'emploi n'ont pas le niveau bac, près de 680 000 d'entre eux ont un niveau inférieur au CAP, et il est bon pour la compétitivité de notre économie et pour l'investissement humain de partir des besoins des territoires, des besoins des entreprises bassin d'emploi par bassin d'emploi.

Vous parlez tout le temps des emplois non pourvus. Comment être opérationnels ? Ce plan de formation est ambitieux, bien sûr, mais il faut une mobilisation des présidents de région, des partenaires sociaux, des DIREN, de l'ensemble des partenaires, en partant des besoins des entreprises et en respectant de nombreux engagements, sur la transition énergétique, le numérique, les services à la personne.

La question des emplois non pourvus pollue parfois le débat politique, laissant penser que les demandeurs d'emploi sont des paresseux.

Voilà quel est l'enjeu, accompagner l'investissement public, l'investissement privé par l'investissement humain. Je crois que c'est un signe en direction des demandeurs d'emploi. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Gérard Cherpion](#)

**Circonscription :** Vosges (2<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3486

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

**Ministère attributaire :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [13 janvier 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 janvier 2016](#)